

Point de Presse du Conseil d'Etat

11 novembre 2010

La version Internet fait foi

Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Accompagner la Genève internationale dans une ère de changements	4
Genève	5
Oui au principe d'une centrale chaleur-force au gaz naturel	5
La Fondation pour la promotion de lieux pour la culture émergente porte ses premiers fruits	6
Deux cents quatre-vingt-huit nouvelles places à la Cité universitaire	6
Exonération de l'impôt 2011 pour les véhicules peu polluants	7
Réglementation de la procédure publique d'acquisition de parcelles agricoles	7
Agenda des invitations à la presse	8

Genève internationale

Accompagner la Genève internationale dans une ère de changements

Le Conseil d'Etat a adopté son rapport au Grand Conseil sur les priorités de la politique cantonale de soutien à la Genève internationale. Le gouvernement constate le dynamisme du secteur international public et son ancrage profond dans la réalité du canton. L'exécutif relève cependant que la concurrence d'autres Etats pour l'accueil d'organisations intergouvernementales s'accroît en même temps que le centre de gravité du monde se déplace vers les pays émergents et en particulier l'Asie.

Les formes de la gouvernance mondiale évoluent elles aussi, comme l'attestent la création de groupes *ad hoc* tels, par exemple, le G20, les débats sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies, la montée en puissance de la diplomatie publique et de la « soft governance », ainsi que le rôle accru de la société civile sur la scène internationale.

Genève dispose d'atouts certains, dont son universalité, c'est-à-dire le fait que la quasi-totalité des Etats membres de l'ONU y disposent d'une mission diplomatique, ainsi que la force d'attraction unique qu'exercent les organisations gouvernementales et non gouvernementales établies dans le canton. L'évolution de la gouvernance mondiale nécessite cependant d'affiner le dispositif d'accueil du canton et de resserrer les liens avec la Confédération.

Ce rapport est le premier du genre. Il sera désormais adressé tous les quatre ans au parlement, en application de la [loi sur les relations et le développement de la Genève internationale](#), entrée en vigueur le 1^{er} mars 2005.

*Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, président du Conseil d'Etat, DSE,
☎ 022 546 54 10.*

Oui au principe d'une centrale chaleur-force au gaz naturel

Conformément à ce qu'il avait annoncé dans son [programme de législation](#), le Conseil d'Etat a réexaminé l'opportunité de la construction d'une centrale chaleur-force alimentée au gaz naturel. Il a confirmé le principe de l'implantation à Genève d'une telle centrale, dont la construction, avec le développement d'un réseau de chauffage à distance, a été recommandée lors de la précédente législature.

Le Conseil d'Etat approuve l'implantation d'une centrale chaleur-force pour autant que les émissions de CO₂ soient compensées et que les autres impacts sur l'environnement respectent les exigences légales applicables. Il précise que le choix du site doit encore faire l'objet d'un nouvel examen. Il rappelle qu'il s'agit d'une solution de transition, le temps que les énergies renouvelables puissent prendre le relais et, de ce fait, il limite la durée d'exploitation de la centrale à vingt ans. Il réaffirme ainsi avec force sa volonté de développer les économies d'énergie, les énergies renouvelables et des infrastructures efficaces de distribution de l'énergie.

Les économies d'énergie passent principalement par la rénovation des bâtiments existants. Indispensable à une politique énergétique durable, la rénovation du parc de bâtiments prendra du temps car elle requiert des investissements conséquents et une mobilisation de tout le secteur de la construction. Le développement des énergies renouvelables est, quant à lui, pour l'instant limité par la disponibilité des ressources qui peuvent être mises en œuvre à brève échéance. Ainsi, la construction d'un barrage sur le Rhône à Conflan ou encore le recours à la géothermie de grande profondeur ne sont pas attendus avant quinze ou vingt ans.

Dans l'intervalle, une centrale chaleur-force alimentée au gaz est bien une solution de transition qui permet au canton :

- d'accroître sa production d'électricité et d'en maîtriser les coûts ;
- de réduire globalement sa dépendance au fossile grâce à une meilleure efficacité ;
- de préparer l'avenir en réalisant des infrastructures (réseaux de chauffage à distance) qui pourront par la suite être durablement alimentées à partir de sources renouvelables.

Enfin, du point de vue économique, la construction d'une centrale chaleur-force représente plusieurs dizaines de millions de francs injectés dans l'économie locale pour la construction de la centrale elle-même, mais aussi et surtout dans le secteur des *cleantech* au titre de la compensation des émissions de CO₂.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service de l'énergie, DSPE,
☎ 022 327 93 65.*

La Fondation pour la promotion de lieux pour la culture émergente porte ses premiers fruits

Le Conseil d'Etat a pris acte du bilan d'activité de la Fondation pour la promotion de lieux pour la culture émergente (fplce) après sa première année d'existence.

Un an après la [constitution officielle de la fplce \(voir conférence de presse du 29 septembre 2009\)](#), son conseil de fondation peut établir un bilan satisfaisant de ses activités, en lien avec les objectifs qu'elle s'était fixés : promouvoir la culture émergente sur le canton de Genève par l'attribution de fonds à des projets culturels, en participant notamment aux loyers ou à la construction de nouveaux lieux appropriés aux activités envisagées par ces projets.

La fplce est une fondation de droit privé qui a pour but de faciliter l'accès à des lieux pour la culture émergente et de promouvoir le développement de celle-ci sur le canton de Genève. Elle apporte également un soutien à des projets novateurs pour des lieux culturels dynamiques, ouverts sur l'extérieur, qui favorisent l'échange. Son conseil de fondation est composé de représentants des membres fondateurs, à savoir l'Etat de Genève, la Ville de Genève, l'association des communes genevoises (ACG) et l'association Picto, qui regroupe des locataires du bâtiment de l'avenue Ernest-Pictet 28-30, dédié à des activités culturelles et artistiques.

Dans un premier temps, la fplce a défini son mode de fonctionnement, ses critères de décision et ses moyens de communication. Elle a ensuite constitué, au sein de son conseil de fondation, une commission de préavis qui a été chargée d'examiner les premières demandes de soutien et d'auditionner les porteurs de projets, pour enfin formuler des préavis à l'attention du Conseil.

Ainsi, une année après sa constitution, la fplce a d'ores et déjà soutenu trois projets – Picto, le Galpon des Péniches et Motel Campo – pour un montant global de 750'000 francs. Ces trois projets témoignent d'une évolution de la culture issue des mouvements dits « alternatifs », qui recherchent de nouveaux modes d'installation dans la ville tout en continuant de fonctionner selon les pratiques d'autogestion qui leur sont propres. La fplce constitue ainsi un outil essentiel de ce changement.

Forte de ce bilan encourageant après une année d'activité, la fplce souhaite développer davantage la promotion de lieux pour la culture émergente sur le canton de Genève. D'autres dossiers sur des projets culturels ont ainsi été déposés et sont actuellement à l'étude au sein du conseil de fondation.

Pour toute information complémentaire : M. Mark Muller, conseiller d'Etat, en contactant M. Pierre-Alain Girard, secrétaire général adjoint responsable des équipements, DCTI, ☎ 022 546 60 73 ou 078 606 84 10, ou M. Charles Beer, conseiller d'Etat, en contactant Mme Cléa Redalié, conseillère culturelle, DIP, ☎ 022 546 66 83 ou 076 386 16 82.

Deux cents quatre-vingt-huit nouvelles places à la Cité universitaire

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur la réalisation de septante-cinq logements au chemin Edouard-Tavan 13A et 13B, sur le territoire de la ville de Genève, section Plainpalais. Cette réalisation s'inscrit dans le cadre de l'extension de la Cité universitaire de Genève. Les logements ainsi créés, qui totaliseront 379 pièces pour 288 lits, seront destinés à des étudiants.

Outre des places de parking extérieures et une rampe d'accès de secours pour le garage souterrain existant, les nouveaux bâtiments comprendront également une crèche, un bureau, un espace sportif relié en sous-sol à la halle de sport existante, ainsi que des salles communes destinées aux loisirs et à diverses activités.

Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté par le Conseil d'Etat le 22 août 2006 (voir [communiqué du 23 août 2006](#)).

Pour toute information complémentaire : M. Sébastien Bertola, gestionnaire en immobilier, service immobilier, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 14.

Exonération de l'impôt 2011 pour les véhicules peu polluants

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté relatif à l'exonération de l'impôt sur les véhicules à moteur de faible consommation et peu polluants pour l'année 2011.

Le premier détenteur d'un véhicule neuf et l'acquéreur d'un véhicule de démonstration (immatriculé au nom d'un garage et âgé de moins d'un an) de faible consommation et peu polluants mentionnés ci-après sont mis au bénéfice d'un bonus fiscal limité dans le temps :

- les voitures de livraison immatriculées pour la première fois en 2011 qui respectent la [norme EURO 5](#) quant aux valeurs limites d'émissions ; les moteurs à essence ou à gaz dont les émissions de CO₂ sont inférieures ou égales à 160 g/km ;
- les tracteurs immatriculés pour la première fois en 2011 équipés d'un filtre à particules ;
- les véhicules électriques neufs dont le détenteur apporte la preuve qu'il a conclu un contrat avec les Services industriels de Genève de la gamme « SIG Vitale », « Découverte » ou analogue.

Le bonus accordé consiste en une exonération fiscale à 100% de l'impôt sur les véhicules à moteur s'appliquant l'année de la première mise en circulation du véhicule, puis également les deux années suivantes. L'office cantonal des automobiles et de la navigation (OCAN) est chargé de la mise à jour régulière de la liste des [modèles de véhicules exonérés](#).

Cette mesure d'exonération complète le dispositif d'incitation fiscale basé sur les émissions en CO₂ en faveur de l'immatriculation de véhicules peu polluants et à faible consommation, introduit en 2010 pour toute nouvelle immatriculation d'une voiture de tourisme.

Pour toute information complémentaire : M. Roger Jenny, directeur des finances, office cantonal des automobiles et de la navigation, DSPE, ☎ 022 388 30 04.

Réglementation de la procédure publique d'acquisition de parcelles agricoles

Le Conseil d'Etat a introduit un nouvel article 6A dans le règlement d'exécution de la [loi d'application de la loi fédérale sur le droit foncier rural \(LaLDFR\)](#). Celui-ci détermine les conditions formelles minimales auxquelles doivent répondre les offres publiques d'acquisition de parcelles agricoles. Parmi ces conditions figurent notamment l'indication selon laquelle l'offre s'adresse en priorité aux exploitants à titre personnel, le numéro et la surface de la parcelle, le prix maximum autorisé et les conditions de publication de l'offre publique d'achat.

Ce nouveau règlement, qui améliorera la transparence des offres publiques d'achat de parcelles agricoles, permettra d'éviter le dépôt de requêtes incomplètes auprès de la commission foncière agricole.

Pour toute information complémentaire : Mme Céline Krebs, direction générale de l'agriculture, DIM, ☎ 022 388 71 71.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

11 novembre dès 8h15 (journée entière)	10 ^e Journée du logement	Uptown Geneva 2, rue de la Servette	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24
23 novembre 12h30	Projet d'agglomération : point de situation du comité de pilotage	DCTI Salle de conférence du 9 ^e étage 5, rue David Dufour	DCTI	Marie Caruso (Projet d'agglomération) ☎ +33 (0)450 04 54 08
26 novembre 17h00	Vernissage du livre du Projet d'agglomération « Genève aggro 2030, un projet pour dépasser les frontières »	Librairie et brasserie des Halles de l'Île	DCTI	Marie Caruso (Projet d'agglomération) ☎ +33 (0)450 04 54 08
30 novembre 10h00	Annonce de la sortie du prochain volume des monuments d'art et d'histoire	Palais de l'Athénée 2, rue de l'Athénée	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24